

Soisy-sous-Montmorency, le 9 avril 2019

Monsieur le Ministre,

Nous tenions à vous faire part de notre indignation face à la diffusion d'un reportage hier soir sur la chaîne d'information BFMTV, intitulé "*L'enquête : Police au cœur du chaos*", que nous considérons comme une mise en scène totalement "à charge" contre les forces de police qui gèrent depuis 20 semaines le mouvement inédit des "gilets jaunes". Si le documentaire a stigmatisé, de manière désormais habituelle, les utilisations du lanceur de balle de défense face aux émeutiers, il a surtout donné l'occasion à un officier supérieur de la Gendarmerie Nationale de faire fi de tout devoir de réserve par des déclarations qui jettent l'opprobre sur la Police.

Le présentateur de l'émission ne laisse aucun doute quant à l'orientation retenue par cette enquête journalistique (annonçant un reportage "*au cœur des violences des deux côtés, casseurs / forces de police*").

En effet, si le documentaire de BFMTV débute par les scènes filmées des violences inouïes commises à l'encontre des forces de police (abords de l'Arc de Triomphe, préfecture du Puy-en-Velay ...), il se poursuit sous le chapitre "hors de contrôle" avec de nombreuses images d'effectifs CRS procédant à l'éviction musclée des occupants d'un fast-food saccagé au cours de la soirée du samedi 1^{er} décembre 2018.

Au titre des autorités ayant eu à gérer le dispositif de maintien de l'ordre du 3^{ème} acte des "gilets jaunes", deux responsables, l'un policier, l'autre gendarme, étaient interrogés par les journalistes auteurs du reportage et donc invités à se prononcer en visualisant les images filmées de cette éviction.

Notre collègue, Chef d'État-Major Adjoint à la DOPC, expliquait, comme il se doit, ne pas pouvoir conclure quoi que ce soit de ces images "chocs" décontextualisées des événements qui précédaient immédiatement l'intervention, et précisait qu'une enquête IGPN était en cours, laissant le soin à la justice de se prononcer sur les suites qui pourraient être données.

Telle n'a pas été l'attitude du Colonel Di Meo.

Dans cette même phase d'interview, celui qui est présenté comme le haut gradé qui commandait les gendarmes mobiles dans la capitale ce samedi, le Colonel Di Meo, se permet en effet de dénigrer le comportement de certaines unités de Police.

Il a ainsi commenté les images de l'éviction des personnes présentes dans le fast-food comme des "*violences policières*" avérées, une qualification qu'il répète à plusieurs reprises : « ***ce sont des violences policières*** ».

Ensuite, il livre son avis sur l'intervention des effectifs de BAC en estimant que « *ce sont des unités qui ont un emploi de la force moins mesuré, moins structuré que ne peuvent l'avoir des unités spécialisées dans le maintien de l'ordre* ».

Seuls les médias peuvent se satisfaire de ces propos publics qualifiés de "parole forte, inédite, affranchie de toute langue de bois". Nous y voyons bien au contraire une grave atteinte à l'honneur de la Police puisqu'ils sont censés émaner d'un spécialiste, présent dans la gestion du dispositif au cours duquel les faits contestés se sont produits.

Nous déplorons ces assertions du Colonel Di Meo alors que les agissements blâmables qui pourraient avoir été commis à cette occasion font l'objet d'une enquête de l'Inspection Générale de la Police Nationale qui est toujours en cours et que toute infraction, toute faute et tout manquement qui seraient révélés par notre inspection seraient disciplinairement et judiciairement sanctionnés.

Outre l'absence de solidarité entre nos deux institutions exerçant des missions identiques au sein d'un même ministère, **les déclarations de ce colonel ont un effet désastreux.**

Elles induisent que les policiers cherchent à cacher la vérité puisqu'ils ne partagent pas cette assertion de violences illégitimes, elles laisseront planer le doute quant au résultat de l'enquête en cours si les policiers n'étaient finalement pas considérés comme fautifs voire abonderont dans le sens d'une condamnation par la Justice qui ne pourrait ignorer cette "analyse" d'un spécialiste du dispositif en question dans l'appréciation des faits qui seraient à juger.

Ces propos alimentent une défiance entre nos institutions alors que soutien et solidarité seraient de mise en cette période troublée où les deux forces de sécurité font face à de multiples menaces et difficultés (terrorisme, vague migratoire, émeutes "gilets jaunes", délinquance générale violente etc.) sous le regard rarement bienveillant des spécialistes médiatiques auto-proclamés.

Surtout, les accusations du colonel fragilisent les dispositifs à venir.

Accusée de laxisme lors de l'acte 19 des "gilets jaunes" après avoir été décriée comme trop violente sur les "actes" précédents, la Police Nationale est de nouveau sous le feu des critiques médiatiques après une brève accalmie de ce mouvement.

A l'approche de nouveaux rendez-vous de violences programmés sur les réseaux sociaux par les "gilets jaunes", la stigmatisation de violences policières ne pourra que paralyser l'action des forces de l'ordre alors qu'il leur est demandé de faire preuve de davantage de fermeté vis à vis des émeutiers.

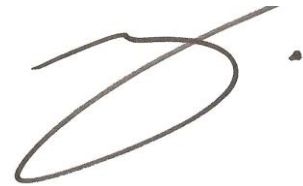
Nous nous interrogeons, en outre, sur l'intention de nuire qui pourrait émaner de la Gendarmerie, connue pour sa maîtrise d'une communication institutionnelle parfaitement orchestrée, validant chaque propos médiatisé des personnels qu'elle autorise à communiquer. Il nous faut également souligner que cet officier supérieur n'en est pas à son coup d'essai en matière de polémique puisqu'il y a quelques jours il éprouvait le besoin de faire certaines déclarations, soutenant que la transmission des ordres via les commissaires de police présents sur le terrain, « les TI », ralentissait la manœuvre voire la paralysait. Il militait ouvertement pour une totale autonomie de ses troupes sur le secteur parisien, suscitant les interrogations du nouveau Préfet de Police...

Nous espérons encore qu'il ne puisse s'agir que de déplorables errements individuels même si leur multiplication actuelle nous permet dorénavant d'en douter sérieusement.

Si tel est bien le cas, nous souhaiterions savoir quelles suites disciplinaires seront données aux propos infamants tenus par le Colonel Di Meo lors de sa critique de l'action des forces de Police dans le documentaire. Faute de cela, et au moment où une totale solidarité Police / Gendarmerie devrait être de mise, il nous faudrait en déduire que ces propos font l'objet de la part de l'Arme d'une entreprise orchestrée visant à discréditer les forces de police, et ce avec votre accord tacite.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Olivier BOISTEAUX
Président du Syndicat Indépendant des
Commissaires de Police



Monsieur Christophe CASTANER
Ministre de l'Intérieur
Place Beauvau
75008 Paris